



Commission : Conseil de Sécurité

Sujet : Le Moyen-Orient déstabilisé par la contestation populaire et la crise sanitaire

Membres de l'Etat-major : Lise THORSEN, Adrien SPEIGHT

Position : Présidents de commission

« Les centaines de milliers de Libanais descendus dans la rue à l'automne 2019 sont actuellement plus bas que terre mais – jusqu'à nouvel ordre – encore en vie. Ils revendiquaient d'une même voix leurs liens et leurs différences, ils réclamaient la fin de la corruption, du confessionnalisme, leur droit au droit. Ils voulaient respirer, on les a doublement asphyxiés. Aidé par deux mois de confinement dû au coronavirus, le pouvoir a répondu à la foule par un tel degré de surdité et d'indifférence qu'on hésite à savoir si la pathologie relève de la sénilité ou du machiavélisme. »

Dominique Eddé, romancière libanaise ; extrait d'une tribune publiée dans *Le Monde* du 16 juillet 2020, soit à peine trois semaines avant les explosions du port de Beyrouth

Introduction

Le Moyen-Orient, une zone déjà fragile, est désormais en proie à deux mouvements qui éprouvent la capacité de résilience et d'adaptation des sociétés de la région. D'un côté, la crise du coronavirus menace d'aggraver une situation sanitaire dramatique en débordant le système de santé public, sans compter les effets socio-économiques qui menacent la stabilité nationale, que ce soit l'augmentation drastique du chômage ou l'effondrement de la classe moyenne. D'un autre côté, un mouvement contestataire populaire est reparti de plus belle en réponse à des anocraties corrompues et fondées sur un dosage variable de clientélisme et d'autoritarisme.

Dans de nombreux pays du Moyen-Orient, tout particulièrement en Iran, ces tensions sont fortement aggravées par la pandémie et ses effets récessifs sur l'économie. Les systèmes de santé des pays du Moyen-Orient sont au bord de l'effondrement, comme au Liban, confrontés de plus à la présence de centaines de milliers de réfugiés syriens dans des camps à haut risque sanitaire (l'Union européenne estime qu'il leur manque $\frac{3}{4}$ du budget nécessaire). À cause de cette situation qui n'est pas près de s'améliorer, les hôpitaux ne peuvent plus apporter de réponse efficace.

Du point de vue économique, le Covid-19 et les émeutes auxquelles les gouvernements ne peuvent ou veulent répondre, ne font que contribuer à l'instabilité économique de la région et au développement de l'emploi informel qui représente déjà jusqu'à 40 % de l'emploi. Du point de vue social, la défaillance des Etats de la région et en particulier la prévalence de la corruption, créent un fossé irrémédiable entre d'un côté les groupes d'intérêt liés au pouvoir et par nature opposés à tout changement, et de l'autre la société dont les demandes ne sont donc jamais satisfaites.

Récemment, les explosions survenues dans le port de Beyrouth le 4 août dernier, au-delà même de leur dimension catastrophique, révèlent l'incurie de l'Etat libanais et cristallisent les peurs et tensions observables dans bon nombre de pays de la région. Ce que le cri de colère de la société civile libanaise remet en question, c'est tout à la fois le confessionnalisme qui permet à chaque communauté religieuse de garantir places et avantages pour les membres de sa communauté, sans considération pour l'intérêt général, la corruption omniprésente, perçue par les citoyens libanais comme par la communauté internationale comme un obstacle majeur à la bonne gouvernance du pays, ou encore la gestion de la crise économique qui s'accompagne d'un taux de chômage de plus de 30 %.

Comment aider les Etats du Moyen-Orient à surmonter ces crises, et ainsi à garantir la stabilité d'une région où l'on connaît le risque que ces situations conflictuelles dégénèrent en guerres civiles, voire en massacres à grande échelle ? Notons que l'intervention internationale est cruciale car selon le rapport européen sur le développement, « 80 % du coût de la fragilité en termes de perte de croissance économique est supporté par des pays voisins plus stables ». Cette situation ne peut donc être gérée par des pays isolés. L'engagement du Conseil de sécurité sera essentiel pour atténuer les implications pour la paix et la sécurité de la pandémie de COVID-19, particulièrement face au danger provoqué par l'instabilité des pays défailants.



Explosion dans le port de Beyrouth, le 4 août 2020



Définitions et termes clefs

Lexique politique

Anocratie : régime politique qui n'est ni pleinement une démocratie ni pleinement une autocratie, étant souvent sujet à l'instabilité politique.

Clientélisme : Au sens économique, ensemble de relations informelles à la limite de la légalité. Le clientélisme est pratiqué par certains États et partis politiques en accordant des avantages et des privilèges à ceux qui les soutiennent.

Communautarisme : Tendance à faire prévaloir les spécificités d'une communauté, des communautés (ethniques, religieuses, culturelles, sociales...) au sein d'un ensemble social plus vaste.

Confessionnalisme : Système de gouvernement qui distribue *de jure* le pouvoir politique d'une façon proportionnelle entre différentes communautés religieuses. Les postes du gouvernement, ainsi que les sièges des institutions législatives, sont distribués d'une façon assez proportionnelle, par rapport au poids démographique de chaque confession dans la population totale. C'est le système qui caractérise le Liban. Voir aussi la notion de communautarisme.

Corruption : Du latin, corrumpere (détruire ou détériorer). La corruption met en relation un ou plusieurs corrupteurs cherchant à obtenir des avantages ou des valeurs de manière illégale et un ou plusieurs corrompus détenant un pouvoir administratif, politique ou financier et qui obtiennent en retour de leur complaisance des récompenses financières ou matérielles de la part des corrupteurs. Il arrive aussi que le corrompu soit à l'origine de la malversation, comme cela a pu être constaté en Algérie, et soit alors au départ dans la position de corrupteur.

Dégagisme : Néologisme apparu en 2011 en Tunisie à partir du slogan «Ben Ali dégage» et repris depuis dans d'autres pays (ex : Mélenchon en France). Défini comme la volonté de se débarrasser prioritairement et parfois exclusivement des dirigeants en place. Il s'agit fondamentalement d'une position de rejet.

État de droit : peut se définir comme un système institutionnel dans lequel la puissance publique est soumise au droit. L'Etat de droit a pour but d'assujettir la force au droit. La notion d'état de droit est inscrite dans la Charte des Nations unies, et en 2004 le Secrétaire général Kofi Annan l'a défini comme « un principe de gouvernance en vertu duquel l'ensemble des individus, des institutions et des entités publiques et privées, y compris l'État lui-même, ont à répondre de l'observation de lois promulguées publiquement, appliquées de façon identique pour tous et administrées de manière indépendante, et compatibles avec les règles et normes internationales en matière de droits de l'homme ».

Gérontocratie : Une des formes d'oligarchie où le pouvoir est concentré entre les mains des anciens. La moyenne d'âge des dirigeants algériens a été l'une des causes proclamées du mouvement essentiellement porté par des jeunes, lesquels représentent la majorité démographique du peuple (45% de moins de 25 ans).

Nomenklatura : Mot russe d'origine latine apparu au milieu du XIXe siècle. Dans la Russie soviétique, les citoyens étaient classés selon une nomenclature en fonction de leur degré d'engagement supposé à l'égard du système. On a désigné par «nomenkaltura» l'ensemble des hauts responsables du Parti et de l'Etat qui jouissaient de privilèges. On parle d'établissement aux USA.

Oligarchie : Du grec, oligos (peu nombreux) et àrkhô (commander). Système politique où le pouvoir est concentré entre les mains d'un ou plusieurs groupes d'individus. Plus ou moins synonyme d'aristocratie (les nobles). Autres formes : ploutocratie (les riches), technocratie (les experts), gérontocratie (les vieux) ou «sécuritocratie», néologisme apparu en Tunisie pour parler du pouvoir des services secrets. L'apparition de puissants nouveaux riches dans la Russie post-soviétique a donné un nouveau sens au mot «oligarque». Il est utilisé maintenant dans ce sens pour désigner des hommes d'affaires puissants jouissant d'une proximité au pouvoir.

Puissance normative : La capacité d'un État ou d'une organisation à modifier les institutions ou règles à son avantage.

Société civile : ensemble des entités non étatiques et civiles poursuivant des buts divers dans différents domaines de l'économie, de la politique et de la société. Les associations forment l'essentiel de la société civile, mais certains ne comptent pas les partis dans cet ensemble. D'autres encore estiment que l'existence des associations, mêmes nombreuses, n'est pas suffisante et qu'il n'y a pas de société civile sans exercice des libertés et sans la conscience active de ces associations d'une appartenance commune à cet ensemble.

Transition : Désigne en politique et en économie le passage d'un ordre vers un autre.

Lexique géopolitique moyen-oriental

Alliance du Nord : Une alliance anti-Pakistan, anti-Isis, pro-Inde qui a été financée par les États-Unis afin de combattre les talibans en Afghanistan.

Chiisme : Deuxième courant de l'islam regroupant plus de 10 % des musulmans, né du schisme des partisans d'Ali à propos de la désignation du successeur du Prophète. Le Chiisme s'apparente à une vision plus hiérarchisée de l'Islam, avec un clergé. L'Iran est le principal pays chiite.

CPI (Corruption perception index) : indice classant les pays selon le degré de corruption perçu dans un pays. A ne pas confondre avec la Cour pénale internationale (CPI).

Djihad : Idées des fondamentalistes extrémistes qui recourent au terrorisme en se réclamant de la notion islamique de djihad (guerre sacrée)

Hirak : mot arabe signifiant étymologiquement « mouvement ». Il désigne des mouvements de contestations populaires dans les pays du monde arabe. Apparue d'abord au Yémen en 2009, puis dans le Rif marocain en 2016, il désigne aujourd'hui les grandes manifestations qui se sont déroulées en Algérie, notamment les vendredis, entre le 16 février 2019 et l'imposition du confinement dû à la pandémie du Covid-19.

Hezbollah : Parti politique chiite libanais fondé en 1982 avec l'aide de l'Iran.

One belt one road : Nouveau plan d'infrastructure chinois avec l'objectif d'augmenter l'influence chinoise dans l'axe Beijing Paris et particulièrement en Asie du sud-est ce plan implique le financement à hauteur d'un trilliard de dollars l'infrastructure particulièrement ferroviaires mais aussi électrique.

OPEP : Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (créée en 1960) qui cherche à réguler la production et le prix de pétrole. Les principaux membres sont l'Arabie Saoudite, l'Iran, l'Irak, les Émirats arabes unis, le Venezuela, le Nigeria, le Koweït, l'Angola, la Libye, l'Algérie.

Organisation de coopération de Shanghai (OCS) : créée en 2001, cette organisation vise à encourager la coopération économique, puis sécuritaire et militaire entre ses membres. Elle est constituée de la Chine et de la Russie, et des pays d'Asie centrale (Kazakhstan, Kirghizstan, Ouzbékistan, Tadjikistan), rejoints en 2015 par l'Inde et le Pakistan. L'Iran, la Mongolie, l'Afghanistan et la Biélorussie sont des pays observateurs.

Printemps arabe : Né en Tunisie à la fin de 2010, un mouvement inédit de contestation s'est rapidement propagé au début de 2011 à d'autres pays du Maghreb et du Moyen-Orient. Durant ce « printemps arabe », les populations protestent à la fois contre la pauvreté et le chômage et contre la tyrannie et la corruption de gouvernements autoritaires installés au pouvoir depuis des décennies.

Sunnisme : Courant religieux majoritaire de l'islam, plus de 80 % des musulmans sont sunnites. Le sunnisme s'apparente à une vision orthodoxe de l'Islam jugeant qu'aucun intermédiaire n'est nécessaire entre Dieu et le croyant.

Wahhabisme : Doctrine puritaine islamique caractéristique de l'Arabie saoudite, et que ce pays, grâce à ces pétrodollars, a diffusé dans tout le monde musulman et jusqu'en Afrique subsaharienne.

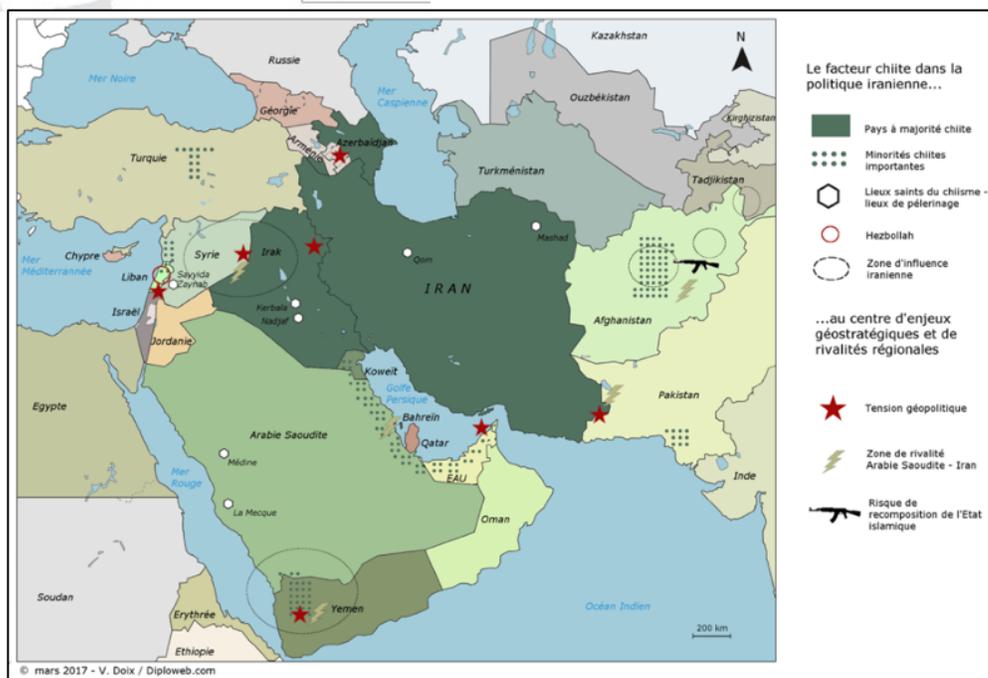
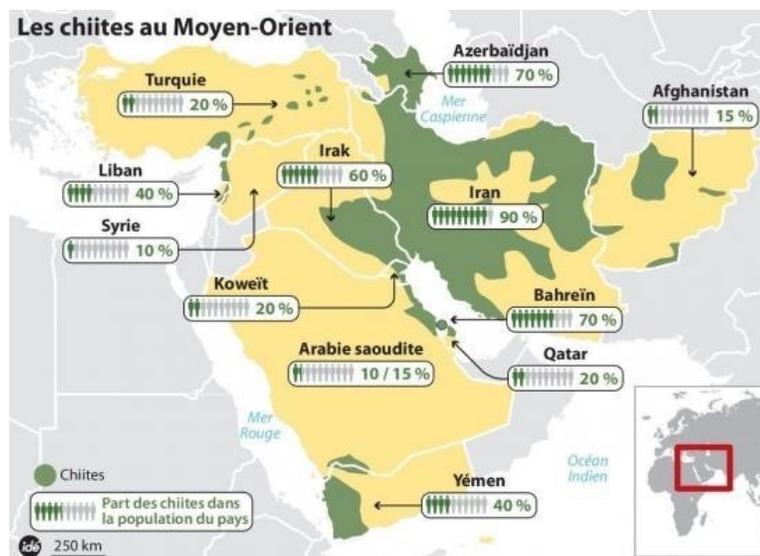
Aperçu général

Position géographique et populations

Pays arabes situés au Moyen-Orient :

La région est largement dominée par le Pakistan avec près de 208 millions de citoyens, en deuxième place vient l'Iran avec 83 millions de résidents soit deux millions de plus que la Turquie, l'Irak suit avec 40 millions. L'Afghanistan, L'Arabie Saoudite et l'Ouzbékistan ont des populations de 34, 33 et 30 millions respectivement. Le Yémen à 28 millions, la Syrie 19 la Jordanie 10 de même que les émirats arabes unis. Le Tadjikistan et Israël ont autour de 8.5 millions, le Liban et la zone à population kurde ont autour de 6 millions. Le Turkménistan a une population de 5.4 millions et l'Oman de 4.6. Le Koweït à 3 millions et le Qatar 2.3. Finalement le Bahreïn à une population de 1.4 millions.

La population de la région est largement sunnite à l'exception de l'Iran (90% chiite) de l'Irak (60% chiite) de Bahreïn (70% chiite) et de l'Azerbaïdjan (70% chiite).



Développements récents

Chronologie

1979 : Révolution Islamique d'Iran. La révolution iranienne met fin au régime du Chah et permet la création de la République Islamique d'Iran qui est désormais la principale théocratie chiite.

1982 : Massacre d'Insurgés sunnites à Hama par le président syrien Chiite Hafez-el-Assad et création au Liban du Hezbollah, parti chiite et sa branche armée.

1980-88 : guerre entre l'Irak et l'Iran.

1991 : première guerre du Golfe. Après l'invasion du Koweït par l'Irak de Saddam Hussein (1990), intervention militaire onusienne sous la direction des Etats-Unis pour chasser les Irakiens du Koweït.

1994 : accords de Washington entre le premier ministre israélien Itzhak Rabin et le président de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) Yasser Arafat.

2000 : début de la 2^e Intifada, révolte des Palestiniens contre l'occupation durement réprimée par l'armée israélienne.

2003 : Invasion puis occupation de l'Irak par les États-Unis et leurs alliés, dont le Royaume-Uni. Guérilla essentiellement sunnite, voire djihadiste, qui aboutira à la création de l'Etat islamique en 2006.

2006 : intervention israélienne au Liban contre le Hezbollah, pour faire cesser les tirs de roquettes contre Israël. Cette opération fait plus de 1000 morts civils, dont 30 % d'enfants de moins de 12 ans.

2008 : Des affrontements entre les forces gouvernementales irakiennes et les partisans chiites irakiens de Moqtada-Al-Safr à Bassora et Bagdad causent 1000 morts.

2008-2009 : intervention militaire israélienne contre le Hamas palestinien dans la bande de Gaza.

2009 : Retrait des troupes américaines et britanniques d'Irak et attentats contre le ministère de la Justice et le siège gouvernemental à Bagdad faisant plus de 150 victimes.

2009 : en Iran, grandes manifestations pour dénoncer les fraudes lors de l'élection présidentielle. Le mouvement est durement réprimé par le régime.

2010 : Victoire chiite aux élections Irakiennes et recrudescence des attentats terroristes. Israël accuse la Syrie d'avoir livré des missiles scud au Hezbollah libanais.

2011 : Début des printemps arabes en Tunisie, Égypte, Libye, Bahreïn, Yémen et Syrie... Chute des dictateurs en Tunisie (Ben Ali), Egypte (Moubarak), au Yémen (Ali Abdallah Saleh) et en Libye (Kadhafi) grâce à une intervention franco-britannique. Début de guerres civiles en Syrie, en Libye et au Yémen.

2013 : En Egypte, coup d'Etat du général al-Sisi qui rétablit la dictature.

2014 : 2^e intervention militaire israélienne contre le Hamas palestinien dans la bande de Gaza.

2016 : mouvement populaire dans le Rif marocain suite à la mort accidentelle d'un commerçant poissonnier broyé par une benne à ordures et qui déclenche de vastes manifestations. Les leaders du mouvement sont condamnés à de lourdes peines de prison.

2019 : Depuis l'automne 2019, vague de contestation dans certains pays du Moyen Orient généralement peu touchés par le printemps arabe de 2011 (Soudan, Algérie, Irak, Liban, Iran, Arabie Saoudite). La nouvelle taxe sur les appels WhatsApp, est l'élément déclencheur poussant les Libanais à crier leur frustration à l'égard de l'ensemble de la classe politique et les droits dont ils sont privés, tels que l'accès à l'eau, à l'électricité, aux soins ou encore à l'éducation.

2019 : Fin décembre, un nouveau coronavirus identifié à Wuhan en Chine. D'abord peu touchés, à l'exception de l'Iran, les pays du Moyen-Orient le sont de plus en plus depuis juin 2020.

2020 : Assassinat du général iranien Soleymani, le 3 janvier à Bagdad, en Irak, dans une attaque de drone américain qui plonge les milices chiites irakiennes dans le chaos. Face à cette agression, les Iraniens font bloc, jusqu'à ce qu'un avion ukrainien soit abattu accidentellement par l'armée iranienne qui a mis plusieurs jours avant de reconnaître les faits.

2020 : Le 5 août, deux explosions extrêmement puissantes détruisent le port de Beyrouth et une partie de la ville, déstabilisant un peu plus le Liban déjà bien éprouvé par une profonde crise économique. Le gouvernement Libanais démissionne le 10 août. « *Aujourd'hui, nous répondons à la volonté du peuple qui exige que les responsables de ce désastre dissimulé pendant sept ans rendent des comptes, et à son désir d'un véritable changement* », a déclaré le premier ministre, Hassan Diab.



Développement général

Une crise révélatrice des défaillances des États du Moyen-Orient

Contexte

Le Moyen-Orient est largement caractérisé par des régimes plus ou moins autoritaires et dont les dirigeants jouent tout autant sur le nationalisme que sur la légitimité religieuse. L'unité nationale est souvent mise à mal par les divisions ethno-religieuses, entre Arabes, Turcs et Kurdes, entre musulmans et chrétiens, ou entre sunnites et chiites. Sur le plan géopolitique, la région est largement divisée en deux : d'un côté l'axe chiite dominé par l'Irak, grand ennemi des États-Unis et d'Israël, et qui s'étend jusqu'au Liban (Hezbollah) en passant par l'Irak et la Syrie, de l'autre les pays sunnites dominés par l'Arabie saoudite qui abritent les lieux saints de l'islam (La Mecque et Médine), par ailleurs un proche allié des États-Unis.

Les mouvements de contestation qui sont nés d'abord en Iran en 2009, ensuite dans le monde arabe en 2011, et qui ont connu un rebond en 2019-2020, ont pour point commun de contester des



régimes perçus comme illégitimes et prédateurs des richesses du pays, et de réclamer l'établissement de la démocratie et de l'État de droit. Si, depuis les années 1970, l'islamisme a été la principale force de contestation politique de ces régimes dans le monde arabe, cette idéologie a joué un rôle secondaire dans ces mouvements récents, même si elle a engrangé des succès électoraux incontestables lorsque des élections ont été organisées. Surtout, face à la répression, en Syrie ou en Égypte par exemple, elle a offert sous une forme radicalisée un contre-modèle politique et social dont l'Etat islamique (ou Daesh), et son califat éphémère à cheval sur l'Irak et la Syrie (2014-2019), en a été la traduction.

L'échec de la plupart des mouvements issus du printemps arabe, la Tunisie mise à part, a conduit la jeunesse, en première ligne dans les nouveaux foyers de contestation, à adopter des stratégies pacifiques de pression maximale en occupant massivement l'espace public. Mais ces mobilisations se sont heurtées à une répression implacable de la part de l'État et des forces de l'ordre, comme ce fut le cas par exemple en Irak en novembre dernier. Peut-il y avoir un effet de contagion dans la région d'une manière similaire au printemps arabe de 2011 ? En effet, nous voyons partout les mêmes tensions, religieuses, politiques, économiques, et qui ne demandent qu'à resurgir.



La crise du coronavirus ne fait qu'accentuer l'incapacité de ces États défailants, à l'identité nationale fragile et fragmentés par le communautarisme, à gérer la situation. L'unité géopolitique du monde arabe est bouleversée par la crise, et la situation empire avec une augmentation généralisée de l'instabilité. Du fait du contexte particulier au Moyen-Orient, la crise du coronavirus intensifie ou renouvelle d'autres crises et tensions latentes, à des échelles différentes.

Premièrement, à l'échelle nationale, nous avons l'héritage culturel et historique du printemps arabe avec une large partie de la population, particulièrement dans la jeunesse, qui réclame plus de libertés, de transparence et plus généralement d'émancipation politique. Ces demandes sont particulièrement intenses dans des pays où un espace de délibération démocratique a été préservé, mais où le mode de gouvernance communautariste – c'est-à-dire caractérisé par un pouvoir largement organisé en fonction de l'appartenance à telle ou telle communauté (Irak, Liban) – est perçu comme obsolète et favorable au règne de l'incompétence et de la corruption de masse. Toutes les forces conservatrices qui craignent pour leur pouvoir, ont donc un intérêt commun à défendre le statu quo, qu'il s'agisse de régimes contrôlés par les militaires (Égypte, Algérie), de monarchie plus ou moins absolue et de droit divin (Arabie Saoudite, EAU, Maroc) ou de la théocratie iranienne.

Deuxièmement, à l'échelle régionale (le Moyen-Orient), le conflit entre l'Arabie Saoudite sunnite et l'Iran chiite se traduit par de multiples tensions entre sunnites et chiites à d'autres échelles, et la menace que celles-ci dégénèrent en conflits intercommunautaires voir même en guerre civile si nous avons une militarisation du conflit.

La crise au Liban

Sous une nuée de drapeaux libanais, des foules compactes ont repris les slogans « Révolution, révolution », ou encore « Les gens veulent la chute du régime », ceux du printemps arabe qui rythment désormais leur révolte.

La double explosion qui a ravagé le port et la ville de Beyrouth le 4 août dernier, a fait au moins 150 morts et 6000 blessés. Les infrastructures portuaires sont entièrement détruites, rendant très compliqué le ravitaillement d'un pays qui dépend à 80 % des importations, et 300 000 Beyrouthins sont désormais sans logis du fait de la destruction de quartiers entiers de la ville. Pour autant, les responsabilités ne sont toujours pas établies, et seuls quelques officiels de second rang ont été arrêtés.

Le Liban est un exemple clair d'un État profondément dysfonctionnel, dont les rouages sont grippés par le népotisme, le communautarisme et la corruption. Les effets de ces dysfonctionnements sont clairs

avec entre 40% et 50% de la population vivant dans la pauvreté avec près de la moitié de ceux-ci vivant dans la pauvreté extrême. Cette situation est largement causée par la montée des prix qui a déjà atteint 40% cette année, alors que les prix étaient déjà 30% plus élevées que dans les autres pays de la région. Cette situation est renforcée par l'inaction de la classe politique qui selon Zouhair Berro, directeur de l'agence de protection des consommateurs, « n'offrent aucune solution ».

Avec un État défaillant, apparaît la corruption, la répression, le népotisme et le clientélisme. À des degrés divers, ces caractéristiques concernent tous les États de la région. Que le régime soit autoritaire ou affichant des formes de démocratie, fondé sur des bases communautaires ou confessionnelles, le résultat reste le même ; des sociétés figées par ces États dysfonctionnels. Le Liban est emblématique de ce type de fonctionnement, aux caractéristiques communes perçus par une large part de la population comme illégitimes et non-représentatifs. En effet, bien que le gouvernement libanais soit composé officiellement de technocrates, ce sont les barons du système confessionnel qui continuent de tirer les ficelles, en faisant obstacle aux réformes de fond susceptibles de débloquent une aide internationale. Dans ce système, ce sont les communautés religieuses qui se partagent les prébendes de l'Etat (la présidence pour les chrétiens maronites, le premier ministre pour les sunnites, la présidence du parlement pour les chiites) organisé en fonction de leurs intérêts clientélistes plutôt qu'en fonction de la compétence de ses agents et de l'intérêt collectif.

Avec l'absence de réformes économiques, les manifestants rejettent massivement les élites politiques qualifiées de « voleurs », et luttent pour un changement véritable après de longues années de stagnation sociopolitique. La corruption est en effet omniprésente, le Liban étant classé 137^e sur 180. Selon Transparency International, « La corruption généralisée au Liban atteint tous les niveaux de la société, le parlement et les services de police sont considérées comme parmi les institutions les plus corrompues dans le pays ».

Les manifestants descendent dans la rue pour réclamer la transformation radicale du Liban et la fin d'un système de gouvernance, le confessionnalisme, perçu comme obsolète et fondé sur l'accaparement des privilèges et des richesses plutôt que sur l'intérêt collectif et la mise à disposition de services efficaces à la population. On les trouve aussi bien à Beyrouth qu'à Tripoli, ville à dominante sunnite, ou à Tyr au sud, à dominante chiite.

On retrouve chez les manifestants irakiens de l'automne 2019 ce même rejet d'un système communautariste, du poids des milices chiites et, à travers elle, de l'influence de l'Iran sur la vie politique du pays, qui reflète la montée du patriotisme Irakien ou Libanais dans la population. A travers ce prisme, les révoltes des peuples contre leurs États en ce début d'année 2020 peuvent rappeler les printemps arabes qui avait secoué la région en 2011. Depuis des décennies, le monde arabe est parcouru d'une série de mouvements de protestation avec la demande de dignité de populations Usées par des systèmes politiques et économiques faillis. Dans ce contexte, de nombreuses revendications sont similaires, et la révolte des Libanais à l'automne 2019 est révélatrice de la situation dans laquelle se trouvent les pays limitrophes, avec des répercussions directes et importantes sur le Liban. En effet, ces rivalités s'ancrent désormais dans des situations de crises du territoire.

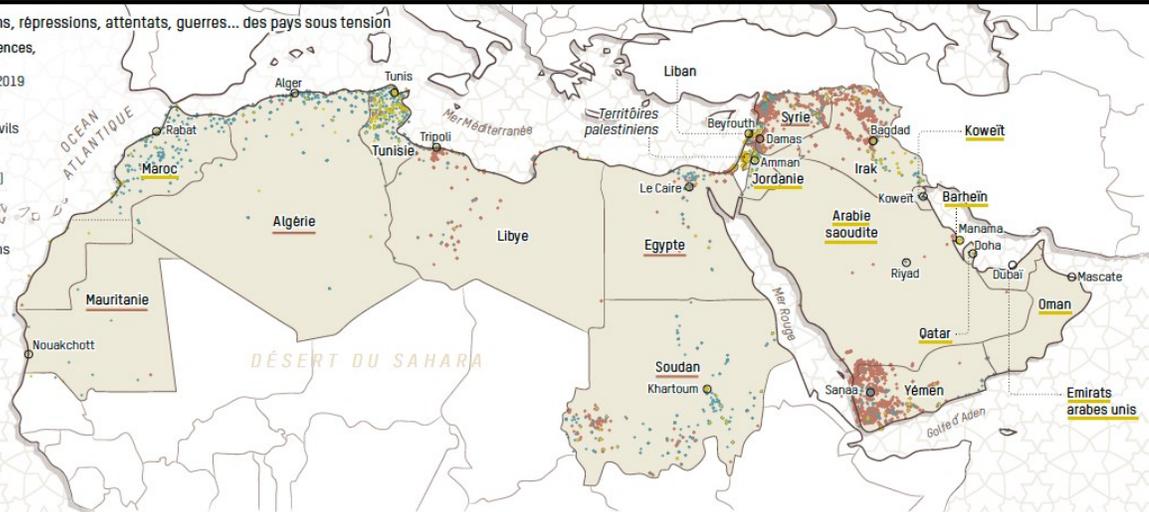
Suscitant une réaction très rapide de la population et nourrissant sa colère contre l'incurie de la classe dirigeante, la double explosion dans le port de Beyrouth, tout comme la gestion de la pandémie, ne font que révéler davantage la défaillance de l'État et l'incompétence des autorités. Elle montre aussi le refus de leur part de céder leur pouvoir ou de concéder à des réformes qui remettraient en cause leurs privilèges en faisant parfois usage d'une très grande violence. Par exemple en Irak, la répression a fait des centaines de morts chez les jeunes manifestants, et en Algérie, elle a conduit en prison de nombreux leaders d'opinion qui avaient joué un rôle moteur dans les manifestations de masse durant toute l'année 2019.

Manifestations, répressions, attentats, guerres... des pays sous tension

Formes de violences, du 1^{er} janvier au 12 octobre 2019

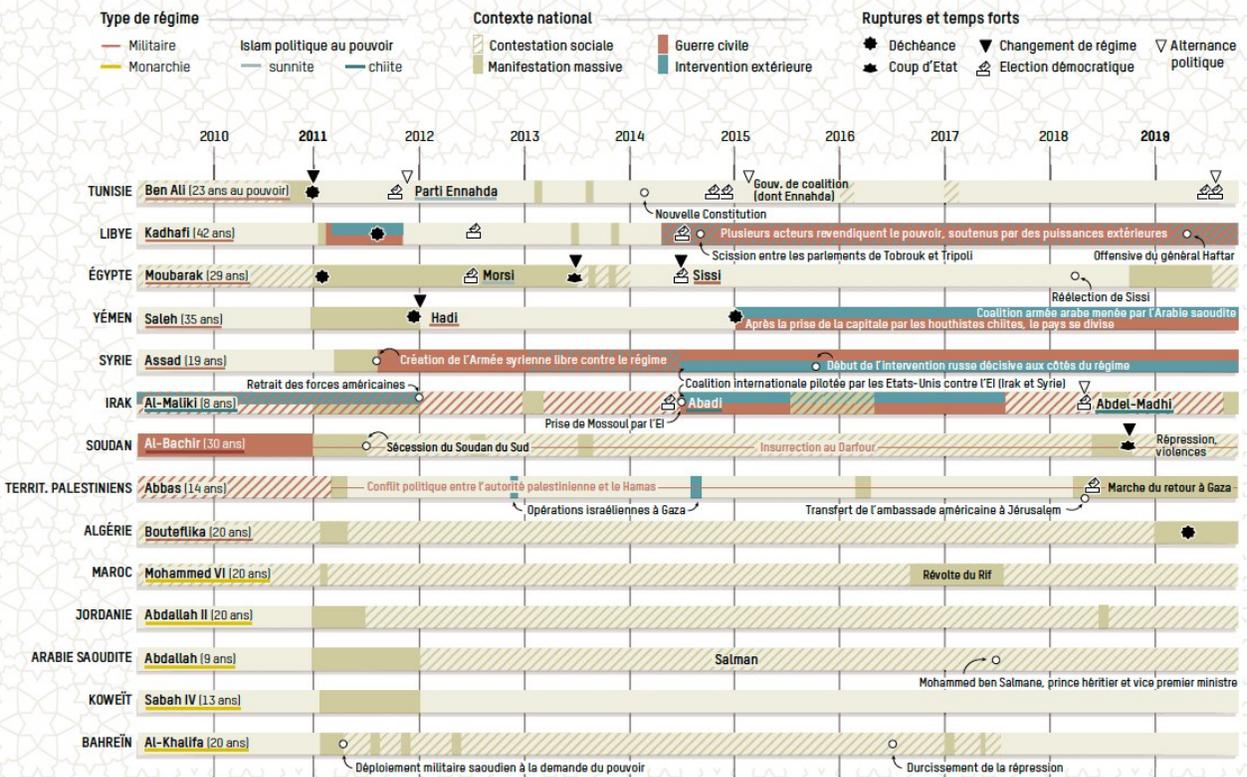
- Violences contre les civils (répression, batailles, explosions...)
- Emeutes spontanées
- Contestations pacifiques

Type de régime
— Militaire
— Monarchie



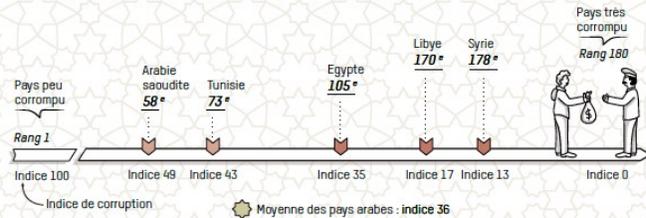
Le virage délicat des Etats arabes post-révolutions

Contre la répression, chaos et risque d'effondrement économique, ces pays peinent à trouver un équilibre

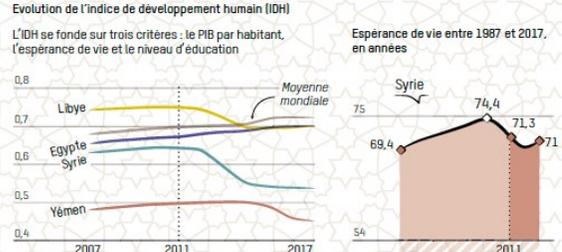


Tous les pays arabes ne sont pas représentés dans cette chronologie.

Une corruption caractéristique de la déliquescence des Etats en 2018



Des sociétés en panne de développement



Infographie - Le Monde. Sources : Aclid ; Banque mondiale ; « Arab Human Development Report », 2019, UNDP ; Transparency International ; Le Monde

Pays et organisations concernés

Contexte régional et enjeux géopolitiques de la crise libanaise

L'Iran et l'Arabie saoudite

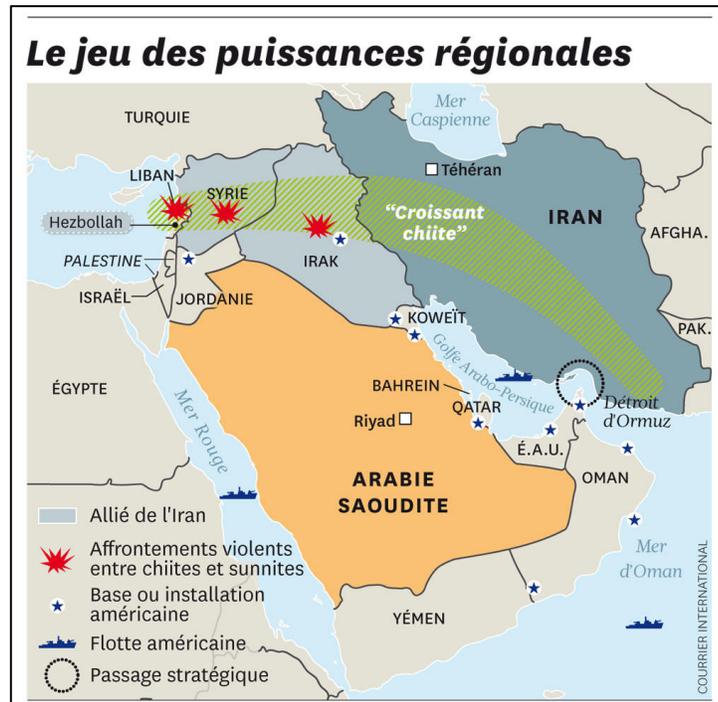
L'Iran, à travers son axe chiite, et l'Arabie saoudite, à travers ses alliés sunnites, représentent les deux principales puissances régionales de la région. L'Iran a une population de 81.8 millions d'habitants et est considéré le sponsor de nombreux mouvements protestataires chiites dans la région, tel que le Hezbollah libanais, ou encore les insurgés houthistes au Yémen. L'Arabie saoudite elle est un pays sunnite majeur et l'un des principaux exportateurs de pétrole au monde.

Une de leurs différences principales est la question religieuse, nous avons déjà noté leurs différences, Iran chiite et Arabie saoudite sunnite, mais il faut insister sur leur importances respectives, l'Iran par exemple est le site du Tazieh, une des plus grandes célébrations de la religion chiite, qui chaque année rassemble des millions de musulmans, alors que l'Arabie saoudite regroupe la vaste majorité des sites religieux sunnites dont la Mecque où se rendent aussi les pèlerins chiites. Notons que l'Arabie saoudite a commencé un processus de libéralisation avec l'objectif de réduire le pouvoir du clergé et augmenter celui du roi.

Les deux pays ont affiché des réactions différentes face aux mouvements de libéralisation : alors que l'Arabie saoudite a tenté de répondre à ces demandes en concédant de timides réformes sociétales, particulièrement en faveur des droits de la femme, tout en maintenant le contrôle sur le système politique et médiatique. La situation est plus difficile en Iran où le pouvoir, divisé entre réformistes et conservateurs, s'est raidi face aux manifestations qui ont repris en novembre 2019 contre l'augmentation du prix du carburant, et en janvier 2020, suite aux mensonges du pouvoir sur la responsabilité du crash d'un avion ukrainien abattu par l'armée iranienne. Dans les deux cas la répression est particulièrement violente et ne permet pas au mouvement de s'étendre.

Sur la question du coronavirus il est intéressant de noter son impact disproportionné en Iran en raison de la situation économique difficile du pays, liée surtout aux tensions avec les Etats-Unis et aux sanctions américaines, et donc de la difficulté de maintenir le confinement. L'Arabie saoudite a aussi été affectée principalement par les fortes variations du prix du pétrole qui affaiblissent le pays.

Notons aussi les différences sur le plan géopolitique : l'Arabie saoudite est un allié proche, stratégique et économique, des États-Unis, dont le soutien est essentiel pour mener la guerre au Yémen afin d'empêcher une prise du pouvoir des Houthistes chiites, soutenus par l'Iran, chez son voisin du sud. L'Iran, de son côté, connaît des tensions importantes avec les États-Unis, particulièrement depuis leur retrait de l'accord sur le nucléaire, et a des liens étroits avec la Chine dans le cadre des accords de Shanghai. Les tensions Iran-Arabie saoudite sont encore une facette de la rivalité sino-américaine. L'Iran s'est aussi rapproché de la Russie dans le cadre de la guerre en Syrie et de la mise en place du triumvirat Russie-Turquie-Iran en soutien au dictateur syrien Bachar el Assad.



La Russie et la Chine

Deux autres puissances majeures sont impliquées dans la région, souvent en collaboration, même si les rivalités entre les deux grands pays ne sont pas exclues. Pour la Russie et surtout pour la Chine, l'accès aux ressources énergétiques de la région, en particulier pétrolières, est primordial. L'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) est d'ailleurs un outil d'influence économique essentiel, et l'Iran, qui a pour l'instant un statut d'observateur, y est d'ailleurs candidate.

La Russie a systématiquement pris le parti de Bachar el Assad – dont le régime n'aurait pas survécu sans l'intervention militaire russe – et plus généralement des diverses anocraties de la région, considérant, dans la même veine que la Chine, qu'il s'agit d'une question de politique interne qui ne les concerne pas. Le pays n'a en conséquence guère envie de voir disparaître les régimes autoritaires de la région.

La Russie, en coopération avec la Chine, joue aussi un rôle indéniable dans la région et dans le monde arabe en général. Les deux ont insisté sur la question de la souveraineté nationale dans la gestion des revendications des manifestants et ont apportés leur soutien face aux régimes contestés. Notons particulièrement le soutien de la Russie aux gouvernements syriens et égyptiens. Le meilleur exemple de la coopération russo-égyptienne est une nouvelle centrale nucléaire de troisième génération estimée à 19 milliards qui produira 15 % de l'énergie nationale.

Ces deux pays ont aussi poursuivi une politique de rapprochement envers l'Iran et l'axe chiite. Pour la Chine c'est dans le cadre de la route de la soie auquel participent le Liban, la Syrie et l'Iran, permettant l'expansion des liens commerciaux et financiers ainsi qu'un rapprochement politique. La Chine vient en effet de signer un nouvel accord avec l'Iran qui la verra investir 450 millions de dollars dans les années à venir, confirmant leur rapprochement. La Russie, en tant que membre de l'OPEC a pu utiliser cette position pour s'assurer de son influence dans les marchés pétroliers, ce qui est cruciale dans sa stratégie de développement économique et géopolitique.

Notons, à propos du Liban, l'appel du secrétaire général du Hezbollah, Hassan Nasrallah, qui encourage le pays à « se diriger plus à l'Est ». Pékin a, selon le site officiel iranien Pars Today, soutenu cette initiative en promettant des projets d'infrastructures.

L'Europe

Les États européens sont liés à cette région non seulement de par leurs connections historiques, coloniales ou autres, comme c'est le cas de la France au Liban, mais aussi et surtout de par leur proximité géographique et commerciale. L'Europe représente par exemple le tiers du commerce extérieur libanais, particulièrement grâce à l'accord euro-méditerranéen.

La France joue un rôle important dans la région, elle fut par exemple l'un des premiers pays à envoyer de l'aide au Liban avec lequel elle a noué des liens économiques, culturels et linguistiques importants – la diaspora libanaise en France serait forte de 50 à 200 000 membres.

L'Union Européenne joue d'abord un rôle modérateur dans la région, que ce soit vis-à-vis de l'Iran en cherchant à préserver l'accord sur le nucléaire après le retrait des Etats-Unis de Trump et aux sanctions dont les Européens n'ont pas su contrebalancer les effets dévastateurs pour l'économie iranienne ; vis-



Le président russe Vladimir Poutine et son homologue syrien, le dictateur Bachar el Assad



Le président français Emmanuel Macron lors de sa visite à Beyrouth le 6 août 2020, deux jours après la double explosion qui a dévasté la capitale libanaise

à-vis d'Israël en maintenant un certain équilibre entre Israéliens et Palestiniens après les choix très pro-Israéliens de l'administration américaine, notamment le déplacement de l'ambassade US de Tel-Aviv à Jérusalem ; vis-à-vis de la Turquie enfin, en condamnant ses offensives contre les Kurdes, en Syrie, en Irak et en Turquie même, tout en maintenant un dialogue et une collaboration, sur le dossier des réfugiés présents sur le sol turc notamment ; enfin, depuis le retrait des troupes américaines de Syrie, les Européens tentent de prolonger la lutte contre le terrorisme et d'empêcher la résurgence de Daech dans la région. Mais l'influence de l'UE est d'abord liée à son poids économique, de nombreux accords commerciaux ayant été négociés avec certains pays comme la Turquie, l'Irak, la Jordanie, le Liban, Israël, l'Égypte, la Tunisie, l'Algérie et le Maroc.

A l'heure actuelle, les trois principaux objectifs de la politique européenne dans la région sont, premièrement, de limiter les flux migratoires perçus comme une menace pour la sécurité de l'Europe ; deuxièmement, de soutenir la reconstruction des États défailants de la région, comme la Libye ou l'Irak, de manière aussi à limiter ces flux ; troisièmement, d'encourager les processus démocratiques dans cette région afin de créer les conditions d'une paix durable en permettant une gestion plus apaisée des tensions observables de longue date.

Les États-Unis



Des manifestants déchirent le drapeau américain lors d'une manifestation pour protester contre la frappe aérienne en Irak qui a tué le général iranien Qassem Soleimani. A Téhéran, Iran, le 3 janvier 2020

Les États-Unis sont aussi l'un des acteurs principaux de la région car le contrôle des flux globaux de pétrole est une partie cruciale de leur stratégie géopolitique globale et un de leurs outils géoéconomiques principaux face à la Chine. Leur présence dans la région est inscrite dans un double système d'alliance, d'un côté l'alliance israélienne, de l'autre l'alliance saoudienne, qui inscrit les États-Unis du côté sunnite. Ces deux alliances ont un point commun ; la rivalité avec l'Iran.

Les États-Unis sont aussi à un autre croisement d'objectifs. Il y a d'un côté l'impératif démocratique qui continue à conditionner une partie de leurs décisions, et de l'autre, la guerre contre la terreur qui les force à soutenir certaines dictatures afin d'éliminer l'islamisme. L'arrivée de Donald Trump au pouvoir marqua aussi un changement dans la politique américaine récente avec la chute en prestige de la diplomatie et la montée en puissance de l'armée.

Washington a généralement soutenu les revendications démocratiques dans la région à condition que cela n'aille pas à l'encontre de la guerre contre la terreur. Mais depuis 2017, l'administration Trump a largement renoncé à cette double priorité (démocratisation et lutte contre le terrorisme). D'abord sous Obama, puis surtout sous Trump, les États-Unis se sont largement désengagés militairement de la région, laissant la Russie occuper le vide et renforcer sa présence au Moyen-Orient. Les deux principales constantes de la politique trumpienne sont le soutien inconditionnel à Israël et l'hostilité à l'égard de l'Iran.

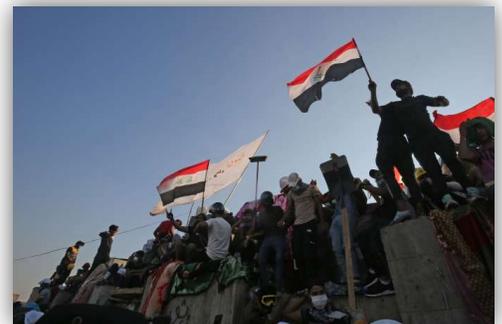
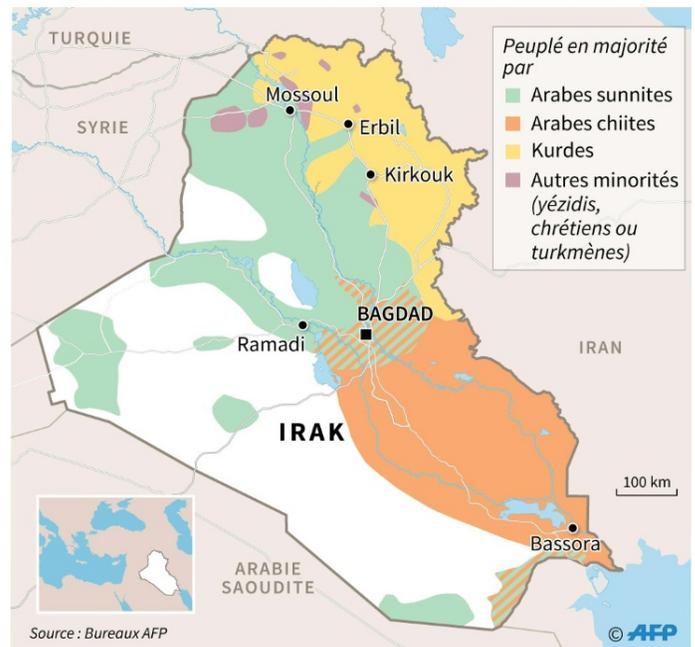
La diversité de la population irakienne

L'Irak

La situation de l'Irak est paradoxale : depuis que les Irakiens ont été « libérés » de la dictature de Saddam Hussein suite à l'invasion américaine en 2003, certes le pays a connu une indéniable instabilité dans les années qui ont suivi l'invasion, avec le développement d'une guérilla contre les forces d'occupation dans les territoires à dominante sunnite (la communauté de l'ex-dictateur), et de très nombreux attentats (la 2^e guerre d'Irak aura fait plus de 100 000 morts), mais il a aussi vu la communauté chiite, majoritaire en Irak (environ 60 % de la population), s'emparer du pouvoir à la faveur des élections. Le régime s'est depuis rapproché de l'Iran, menant une politique d'équilibriste entre Téhéran et Washington. Les dernières troupes américaines ont quitté le sol irakien en 2011, mais durant la phase où l'Etat islamique a instauré son califat sur un vaste territoire à cheval sur l'Irak et la Syrie entre 2014 et 2017, la coalition dirigée par les Etats-Unis a combattu l'ennemi commun aux côtés de l'Iran. Avec l'arrivée au pouvoir de Donald Trump et sa politique anti-iraniennne, l'Irak est devenu un des principaux terrains d'affrontement entre les deux pays, comme l'a illustré l'assassinat du général iranien Ghassem Soleimani exécuté par un drone américain sur l'aéroport de Bagdad le 7 janvier 2020.

A l'automne 2019, un vaste mouvement de contestation rassemble des dizaines de milliers de jeunes irakiens mobilisés contre un pouvoir corrompu et inefficace, les milices chiites et l'ingérence iranienne. La répression fait des centaines de morts.

La crise du coronavirus a affaibli le pays et sa capacité à lutter contre les cellules de Daesh qui cherchent à se reconstituer. La coalition anti-EI s'est retirée du terrain, tandis que le taux de pauvreté est passé de 22 % à 34 % pendant la pandémie.



Des manifestants antigouvernementaux à Bagdad le 1^{er} novembre 2019

Israël

Israël est non seulement une puissance nucléaire mais surtout un proche allié et partenaire stratégique des États-Unis. Depuis sa fondation en 1948 et les décennies où Israël devait faire face à l'hostilité de l'ensemble du monde arabe, les rapports de force ont beaucoup évolué. Non seulement des pays de poids ont reconnu l'Etat hébreu, comme l'Egypte, la Jordanie et très récemment les Emirats arabes unis, mais surtout Israël a su tisser des liens commerciaux et stratégiques avec de nombreux pays, en particulier ceux, comme l'Arabie saoudite, qui partagent une même hostilité à l'égard de l'Iran. Le Hezbollah, parti chiite libanais parrainé par l'Iran, reste la principale menace pour Israël, même si le contexte de crise économique et de pandémie en Iran comme au Liban a largement affaibli cette formation politico-militaire au pouvoir à Beyrouth.

Quant au conflit israélo-palestinien, longtemps central au Moyen-Orient, il est aujourd'hui perçu comme relativement marginal par les acteurs locaux et internationaux. Le processus de paix entre Israël et les Palestiniens, lancé avec les accords d'Oslo (1993) et de Washington (1994), est aujourd'hui au point mort, et la perspective de la création d'un Etat palestinien à côté d'Israël semble s'être définitivement éloigné avec la poursuite de la colonisation des territoires occupés par le premier ministre israélien Benjamin Netanyahu.

Le drame des Palestiniens est illustré par la situation de la bande de Gaza, gouvernée par le Hamas, un parti islamiste très hostile à Israël. Deux fois attaqué par Tsahal, l'armée israélienne, à l'hiver 2008-2009 et à l'été 2014, le Hamas organise au printemps 2019 « la marche du retour » pour réclamer la fin du blocus imposé à ce petit territoire très densément peuplé, et pour obtenir que les réfugiés palestiniens soient autorisés à retourner dans leurs villes et villages, aujourd'hui en Israël. La répression par Tsahal de ces manifestations pacifiques a fait 150 morts et plus de 10 000 blessés côté palestinien.

Reste que les Arabes israéliens représentent près de 20 % de la population israélienne sur une population de 9 millions d'habitants, et que les Palestiniens des territoires occupés (Cisjordanie et Gaza) sont 4,7 millions. La question pour Israël est donc toujours la suivante : l'État hébreu peut-il être à la fois un État juif et démocratique ?

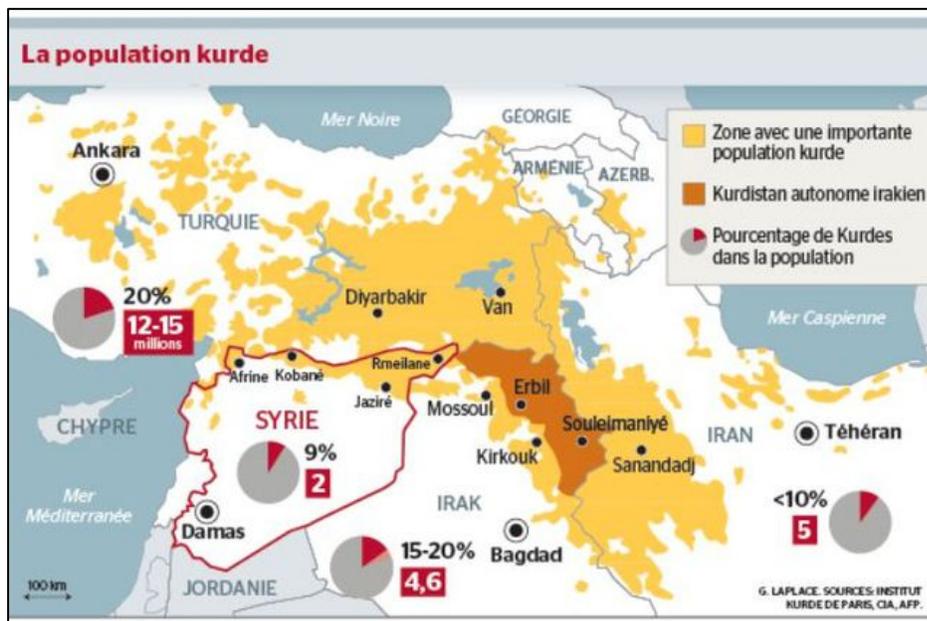
La question kurde

Les Kurdes sont principalement partagés entre quatre pays : la Turquie, la Syrie, l'Irak et l'Iran.

Les deux guerres d'Irak (1991 et 2003-) et la guerre en Syrie (2011-) ont permis aux Kurdes d'Irak et de Syrie de conquérir une certaine autonomie et de s'administrer eux-mêmes.

Mais ce processus a marqué le pas récemment : en Irak, les Kurdes n'ont pas réussi à accéder à l'indépendance malgré l'organisation d'un référendum en 2017 et la

victoire du oui ; en Syrie, après le retrait des forces spéciales américaines, l'armée turque a lancé une offensive en octobre 2019 contre les peshmergas kurdes qui avaient pourtant combattu les djihadistes de l'EI et largement contribué à leur défaite finale. Mais les Kurdes syriens, proches du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), la guérilla kurde en Turquie, représentent une menace pour le président turc Recep Tayyip Erdogan qui cherche à éliminer toute manifestation de l'identité kurde dans son pays. Il lance aussi régulièrement des offensives contre les bases du PKK dans le Kurdistan irakien, comme ce fut le cas en juin et en août 2020.



A propos de quelques membres actuels du Conseil de sécurité...

La Tunisie

C'est en Tunisie que le printemps arabe a commencé, avec l'immolation par le feu le 17 décembre 2010 de Mohamed Bouazizi, un jeune marchand de fruits et légumes, geste qui va provoquer une forte émotion, puis un soulèvement qui conduit à la chute du dictateur Ben Ali le 14 janvier 2011. La nouvelle crée un électrochoc dans tout le monde arabe, à commencer par l'Egypte où le dictateur Hosni Moubarak quitte à son tour le pouvoir le 11 février. Si dans les autres pays les avancées sont effacées dans les années qui suivent, la Tunisie reste le seul pays où le processus démocratique est conduit à son terme, où des élections sont organisées et donnent lieu à des alternances politiques.

L'Indonésie

L'Indonésie est le pays avec la plus forte population musulmane du monde, à 90 % sunnite. Quant à la minorité chiite, le ministre des affaires religieuses a déclaré en 2012 que la seule solution à long terme est la conversion complète des chiites au sunnisme. Des courants islamistes, y compris djihadistes, s'y sont développés ces dernières années.

Le Nigeria

Avec près de 200 millions d'habitants, le Nigeria est le pays d'Afrique le plus peuplé. 53,5% de la population nigérienne est musulmane, dont 12% est chiite. L'islam joue un rôle très important dans la société nigérienne avec de nombreuses régions du Nord soumises à la charia, la loi islamique. Dans ces régions, une théocratie de fait a été établie et la répression de la minorité chiite est généralisée, causant tensions et contestation. Boko Haram est le principal mouvement djihadiste qui fait régner la terreur sur le nord-est du pays, mais aussi dans les territoires limitrophes du Cameroun et du Tchad.

L'Arabie saoudite et l'Iran cherchent concurremment à étendre leur influence sur le pays. Le Nigeria est le plus gros producteur de pétrole en Afrique, le onzième à l'échelle mondiale.

Quels enjeux et visions pour le Conseil de sécurité ?

La double explosion dans le port de Beyrouth a ravivé des tensions au sein de la société libanaise, tensions qui ont rapidement pris une dimension internationale. Dès le 9 août, une trentaine de pays et d'organisations internationales (dont la Commission européenne, la Banque mondiale et le FMI) réunis lors d'une visioconférence coorganisée par la France et les Nations unies, et ont promis 250 millions d'euros en aide d'urgence, mais avec l'exigence qu'elle « *soit bien coordonnée, sous l'égide des Nations unies, et fournie directement à la population libanaise, avec le maximum d'efficacité et de transparence* ». Ainsi, la défiance de la communauté internationale vis-à-vis d'un État libanais défaillant s'est exprimé clairement mais ne laisse pas entrevoir une solution véritable pour sortir le Liban de la crise et, au-delà, les pays de la région fortement affectés par les effets de la pandémie. Peut-on exiger du Liban, et d'autres pays secoués par de forts mouvements de contestation populaire, des réformes en profondeur des institutions et du système politique en général, en échange d'un plan d'aide ambitieux, d'un Plan Marshall pour le Moyen-Orient ?

Or, on a pu constater l'absence à cette conférence de la Russie, de la Turquie et de l'Iran, trois acteurs clés de la région, en particulier dans la gestion de la crise syrienne. Pour ces pays, l'aide internationale ne peut en aucun cas se traduire par une ingérence politique et la volonté de changer le régime de tel ou tel pays, ce qui créerait un précédent fâcheux pour ces pays eux-mêmes. Quant aux États-Unis, ils sont très récalcitrants à aider le Liban sous prétexte de l'influence prédominante du Hezbollah, le parti chiite soutenu par l'Iran.

De son côté, le président français Emmanuel Macron a déclaré que « *l'explosion du 4 août a sonné comme un coup de tonnerre. Le temps du réveil et de l'action est venu* ». « *Il faut un gouvernement capable de s'engager sur ces réformes, qui inclut les voix de ceux qui portent le changement* », précise-t-on dans son entourage. La France, tout comme les États-Unis, ont exprimé leur soutien aux manifestants qui sont mobilisés contre le gouvernement à Beyrouth. Un point de vue très éloigné de puissances régionales aussi différentes que l'Iran, la Turquie ou l'Égypte, ou encore de puissances mondiales comme la Russie ou la Chine, très attachées à la défense de la souveraineté des États. Comment alors parvenir à un compromis entre ces deux points de vue si divergents ?

D'autant plus que, comme l'a déclaré aussi le président Macron, « nous devons tous ensemble tout faire pour que ni la violence ni le chaos ne puissent l'emporter », estimant que « l'avenir du Liban et de toute la région » est en jeu. Le risque est grand, en effet, que la colère des peuples dans nombre de ces pays ne dégénère en violence spontanée ou provoquée par la forte répression qu'on a déjà pu voir à l'œuvre au Liban même dans les jours qui ont suivi les explosions et les manifestations qu'elles ont déclenché. On se souvient comment la guerre civile a commencé en Syrie au printemps 2011, suite à la répression meurtrière contre les manifestants pacifiques qui, après les Tunisiens, les Égyptiens et d'autres peuples de la région, réclamaient simplement la démocratie et davantage de libertés. Jusqu'où, cette fois-ci, les grandes démocraties, et en particulier les pays de l'Union européenne, seraient-ils prêts à assister sans réaction à des atteintes massives aux droits de l'homme ?

De leur côté, des puissances comme la Russie ou la Chine ne veulent pas voir le Liban servir d'exemple aux peuples voisins et rallumer la flamme de l'espoir d'un changement radical en Syrie, en Irak, ou en Égypte, mais aussi en Iran, dont le régime est très affaibli par les sanctions américaines, et qui n'a plus autant les moyens de s'appuyer sur ces relais régionaux, en particulier sur le Hezbollah libanais. Mieux vaut alors peut-être un compromis sur le terrain politique que le risque qu'éclate à l'échelle de tout le Moyen-Orient une révolution par définition incontrôlable.

Sources

Double explosion dans le port de Beyrouth :

https://www.lemonde.fr/international/article/2020/08/07/des-secouristes-fouillent-les-decombres-du-port-de-beyrouth-des-responsables-arretes_6048382_3210.html

La crise socio-économique depuis 2019 : https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/07/09/le-liban-une-nation-en-perdition_6045720_3232.html

Irak, Liban : vidéo https://www.lemonde.fr/international/video/2020/03/08/comment-le-liban-a-invente-un-systeme-politique-unique-au-monde-et-pourquoi-il-pose-probleme_6032239_3210.html

Entretien sur la mauvaise gouvernance économique de ces pays :

<https://www.lesechos.fr/2003/11/mustapha-nabli-la-mauvaise-gouvernance-coute-cher-a-la-region-678165>.

Formes la contestation de la classe dirigeante par le peuple libanais a-t-elle prise depuis l'automne 2019 : https://www.lemonde.fr/international/article/2019/10/19/une-troisieme-journee-de-manifestations-au-liban-pour-denoncer-la-corrupcion-de-la-classe-politique_6016196_3210.html

La remise en cause de l'influence iranienne en Irak comme au Liban :

<https://www.lesechos.fr/2003/11/mustapha-nabli-la-mauvaise-gouvernance-coute-cher-a-la-region-678165>.

Cette contestation s'inscrit dans un mouvement plus vaste qui touche tout le Moyen Orient et au-delà, du Hirak algérien au mouvement de contestation irakien à l'automne dernier, mais aussi dans la continuité du printemps arabe de 2011 / entretien : https://www.liberation.fr/planete/2020/01/07/aucun-pays-arabe-n-est-aujourd-hui-a-l-abri-d-une-contestation_1771910

Cas du Hirak en Algérie : https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/02/22/nous-ne-sommes-pas-venus-faire-la-fete-mais-vous-degager-des-milliers-de-personnes-ont-fete-les-un-an-du-hirak-en-algerie_6030491_3212.html

Irak : https://www.lemonde.fr/international/article/2019/11/01/en-irak-l-une-des-plus-grosses-manifestations-depuis-le-debut-de-la-contestation_6017749_3210.html

Conférence des donateurs, présidée par Guterres et Macron, à laquelle participent les Etats-Unis de Trump, la Russie et la Chine, l'Egypte et les pays du Golfe, dont l'Arabie saoudite, mais pas l'Iran qui a décliné :

https://www.lemonde.fr/international/article/2020/08/09/les-donateurs-internationaux-au-chevet-du-liban-meurtri-lors-d-une-visioconference_6048514_3210.html

Iran / Etats-Unis: https://www.liberation.fr/planete/2020/01/03/entre-l-iran-et-les-etats-unis-l-engrenage_1771687

https://www.liberation.fr/planete/2019/11/04/irak-liban-la-rue-defie-l-iran_1761565

<https://www.lorientlejour.com/article/1192226/la-revolte-libanaise-est-elle-comparable-aux-printemps-arabes-.html>

Instabilité au Liban : <https://www.cairn.info/revue-d-economie-politique-2016-6-page-1077.htm>

<https://import-export.societegenerale.fr/fr/fiche-pays/liban/risque-pays-commerce>

Géopolitique :

<https://www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2011-1-page-17.htm>

<https://www.franceinter.fr/emissions/geopolitique/geopolitique-28-avril-2020>

<https://www.franceinter.fr/emissions/la-chronique-de-jean-marc-four/la-chronique-de-jean-marc-four-21-octobre-2019>

https://www.lemonde.fr/economie/article/2019/01/31/l-europe-va-presenter-sa-solution-pour-commercer-avec-l-iran_5417169_3234.html

<https://www.courrierinternational.com/article/opinion-la-chine-peut-elle-sauver-le-liban>

Crise sanitaire :

<https://www.franceinter.fr/emissions/le-monde-a-l-envers/le-monde-a-l-envers-20-avril-2020>

[l'épidémie a terrassé la contestation.](https://www.franceinter.fr/emissions/le-monde-a-l-envers/le-monde-a-l-envers-20-avril-2020)

<https://www.reuters.com/article/us-health-coronavirus-un/u-n-security-council-meets-over-coronavirus-as-it-struggles-to-act-idUSKCN21R3PB>

<https://atalayar.com/fr/content/«-le-coronavirus-intensifié-les-crisés-dans-les-pays-arabes-»>

Données :

https://ec.europa.eu/europeaid/what/development-policies/research-development/documents/erd_brochure_a4citizens_20091021_fr.pdf

<https://europa.eu/capacity4dev/public-fragility/documents>

<https://www.worldometers.info/coronavirus/>